CONSEIL NATIONAL DE LA REFONDATION

SYNTHÈSE DE LA PREMIÈRE CONSULTATION

15 décembre 2022

SOMMAIRE

	PAGE
À propos de la consultation	3
Le contexte	4
L'objet du document	5
La méthode d'analyse	6
La consultation en chiffres	7
Synthèse des résultats de la thématique SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE	9

À PROPOS DE LA CONSULTATION

À PROPOS DE LA CONSULTATION

Le contexte

Le 8 septembre 2022, à Marcoussis, le Président de la République a annoncé le lancement du Conseil national de la refondation (CNR).

Réunissant des représentants de forces politiques, des partenaires sociaux, des élus locaux, des représentants du monde économique et du monde associatif, le CNR a pour ambition de travailler à l'instauration d'une nouvelle méthode : **réinstaurer un esprit de dialogue et de responsabilités partagées dans le débat public.**

Le CNR est structuré en 3 niveaux :

- **Le CNR plénier :** il réunit des acteurs de la vie nationale pour s'exprimer sur les grands défis du pays déclinés en thématiques. Le « format plénier » a vocation à être réuni tous les 3 à 6 mois mais également sur une base plus régulière sous l'égide du Président de la République et de la Première ministre. Il sera l'occasion d'inscrire des thèmes nouveaux à l'agenda et de faire un point d'étape et d'avancement des formats thématiques et territoriaux.

- **Les CNR thématiques :** des consultations et des ateliers seront conduits pour chaque thématique pour réfléchir sur les grandes transitions avec tous les acteurs pertinents.

- **Les CNR territoriaux :** des concertations territoriales seront conduites sur des sujets essentiels à la vie quotidienne comme l'école, la santé, les freins à l'emploi ou encore la transition écologique dans les territoires. Il s'agira de partir de la réalité vécue des Français, dans sa diversité territoriale, pour proposer des innovations, des expérimentations et des solutions pragmatiques aux problèmes rencontrés.

Dans son discours, le Président de la République a annoncé **l'ouverture d'un site web pour le Conseil national de la Refondation ainsi que le lancement d'une première consultation en ligne.**

Cette consultation a été mise en ligne le 3 octobre. Cette consultation est ouverte à tous les citoyens et a pour objectif de collecter leur avis sur **les 7 thématiques suivantes** :

Climat et biodiversité
Logement
Futur du travail
Jeunesse
Souveraineté économique
Numérique
Bien vieillir

À PROPOS DE LA CONSULTATION

L'objet du document

Le présent document restitue les analyses et les enseignements de cette large consultation.

Pour chacune des thématiques, les contributeurs ont eu la possibilité de répondre à 4 questions de la nature suivante (schématiquement) :

- Quels sont, selon vous, les trois mots qui caractérisent [thématique] aujourd'hui?
- Quels sont, selon vous, les trois mots qui devraient caractériser [thématique] demain, grâce à nos actions ?
- Selon vous, quels sont les chantiers prioritaires pour améliorer [thématique] ?
- Si vous aviez une première proposition concrète à faire pour [thématique], quelle serait-elle?

Ce document est organisé de la façon suivante :

- Pour chaque thématique, une page d'introduction présente les chiffres clés et les enseignements généraux : constats et perceptions, souhaits et projections, et propositions concrètes.
- Pour chaque question, la restitution est organisée de la façon suivante.

Numéro et formulation de la question

Thématiques	%	Principales idées partagées	%
Ampleur du sujet	19%	Situation désastreuse/ catastrophique	11%
		Inquiétant, préoccupant	5%
		Futur incertain	1%
		Désespoir	1%
		Problème global, à l'échelle mondiale	1%
Point de bascule, sentiment d'urgence	18%	Sentiment d'urgence	15%
		Alarmant	2%
		Irréversible	1%
Conséquences communes au climat et à la biodiversité	10%	Danger, déclin	7%
		Dérèglement	2%
		Destruction	1%
Conséquences pour la biodiversité	7%	Extinction massive	3%
		Dégradation	2%
		Perte de la biodiversité	1%
		Protection, préservation	1%
L'insuffisance de l'action et des efforts	6%	Inaction, efforts insuffisants	2%
		Sous-estimée, négligée	1%
		Inaction des Etats, inaction politique	1%
Conséquences pour le climat	5%	Réchauffement climatique	2%
		Changement climatique	2%

Enseignement principal, ton et dynamique du corpus de contributions.

Développement du groupe sémantique n°1

Développement du groupe sémantique n°2

Développement du groupe sémantique n°3

« Citation qui illustre les commentaires »

Tendances faibles et expressions à la marge

Extrait des groupes sémantiques de la question.

À PROPOS DE LA CONSULTATION

La méthode d'analyse

Pour synthétiser les 308'000 contributions collectées sur les 7 thématiques, nous avons mobilisé un outil d'analyse sémantique et une équipe d'analystes.

Comment fonctionne l'outil d'analyse sémantique ?

L'analyse est réalisée grâce à l'appui d'un algorithme de regroupement sémantique garantissant une analyse exhaustive et non biaisée. Elle est supervisée par un regard humain.
Le référentiel est propre à chaque consultation : il est bâti de manière ad hoc sur la base de l'expression des participants.

L'analyse sémantique et lexicale des réponses ouvertes permet de :

1. Regrouper les réponses comparables par unité de sens afin de créer un référentiel pondéré, on parle de groupes sémantiques ;
2. Cartographier l'opinion collective en identifiant les idées fortes et les signaux faibles qui traversent le corpus analysé.

Des experts sectoriels ont été mobilisés de façon ad-hoc pour relire la proposition des analystes.

Comment lire les chiffres ?

Les pourcentages partagés dans l'ensemble du document sont calculés sur la base du nombre de contributions par question. Lorsqu'on affirme que 15% des contributions déclarent A, cela revient à dire que 15% des réponses libres apportées à la question ont été classées dans le groupe sémantique A (avec un taux d'erreur inférieur à 20%).
Pour bien appréhender les chiffres qui jalonnent le document, il faut rappeler qu'une statistique supérieure à 15% est considérée comme importante dans la méthodologie d'analyse des questions ouvertes, puisque ces questions ne proposent pas d'options prédéfinies.
Chaque contributeur peut partager plusieurs contributions en réponse à une question.

Comment sont sélectionnées les idées rares ?

Les idées rares sont des contributions dont le propos ou la forme présentent une singularité. Notre algorithme qualifie l'originalité des contributions à partir d'un certain nombre de critères (longueur, vocabulaire, marqueurs de projection, marqueurs d'autorité,…) et nous met à disposition une liste d'idées rares que notre équipe d'analystes filtre à nouveau.

Les critères retenus pour sélectionner les idées rares les plus pertinentes au sein de la liste constituée par l'algorithme sont les suivants :

- La contribution exprime une ou des idées concrètes
- La contribution est précise, articulée ou argumentée
- La contribution illustre un groupe sémantique des réponses apportées aux questions de la thématique

Une fois les pépites mises à disposition par l'algorithme, notre équipe finalise la sélection des idées rares de façon à représenter la grande diversité des enjeux exposés dans chaque thématique.

N.B 1 : Pour les thématiques Jeunesse et Logement, certaines questions à la formulation quasi-similaire ont été fusionnées. En effet, les réponses à ces questions étaient mécaniquement redondantes et n'apportaient pas de valeur à la restitution.
N.B 2 : Pour les questions les plus libres - Citer trois mots... - , le champ de réponses étant très large, la catégorie de réponses « Autres » est mécaniquement importante. Cette catégorie Autres ne contient pas de réponses suffisamment récurrentes pour constituer un groupe sémantique distinct.
N.B 3 : Les réponses qui se présentent sous la forme de mots clés (Q.1 et Q.2) ne seront pas ou peu sélectionnées par notre algorithme d'extraction des idées rares. Une grande majorité d'idées rares provient des Q.3 et Q.4.

LA CONSULTATION EN CHIFFRES

LA CONSULTATION EN CHIFFRES

CONTRIBUTIONS PAR THÉMATIQUES

Climat et biodiversité	89 746
Logement	47 068
Futur du travail	37 102
Jeunesse	35 796
Souveraineté économique	34 688
Numérique	33 717
Bien vieillir	29 959

Nombre total de contributions

308 076

THÉMATIQUE 4

SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE

LA THÉMATIQUE EN CHIFFRES

35 796
contributions

3 777
répondants

9
contributions par répondant
en moyenne

LES ENSEIGNEMENTS DE LA THÉMATIQUE

La thématique SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE a suscité un engouement modéré. Elle est est le plus souvent rattachée à la notion d'indépendance énergétique et industrielle. Le thème de la réindustrialisation de la France est particulièrement mentionné.
Le corpus de contributions révèle des clivages. Les contributeurs développent des visions du monde différentes (notamment sur le modèle économique à adopter, les relations avec l'U.E,...).

> *Le libre échange est un cadeau toutefois en situation de crise nous sommes "coincés". Il convient donc de produire de plus en plus en France en ne taxant pas fortement les entreprises, au contraire en les aidants sur ce point et en baissant la taxation et cotisations sociales pour les encourager et stopper la délocalisation. On obtient en plus un effet favorable sur la production CO2 en limitant les transports internationaux de marchandises.*

CONSTATS ET PERCEPTIONS

La souveraineté économique est le plus souvent rattachée à la notion d'**indépendance et d'autonomie.**
La notion **d'indépendance énergétique** apparaît spécifiquement, suivie par l'indépendance alimentaire, monétaire, technologique et sanitaire.

SOUHAITS ET PROJECTIONS

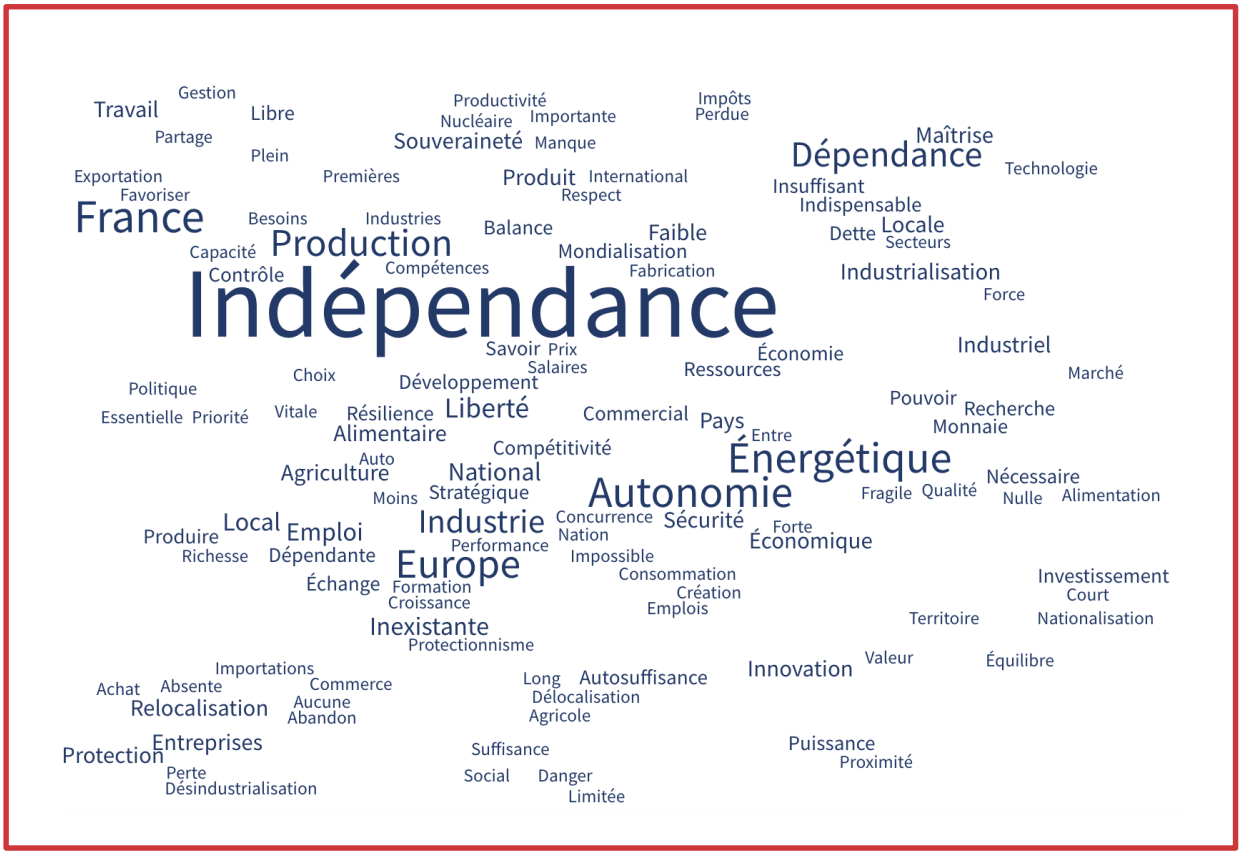
Les contributions sont principalement orientées autour du **maintien ou renforcement du statut de grande puissance économique**. Cela passe selon les contributeurs par le souhait d'une **production** et une **consommation locale,** facilitée par une **industrie autonome et souveraine,** et un **appui au pouvoir d'achat.**

PROPOSITIONS

À l'échelle nationale, les propositions de **relocalisation de la production et de réindustrialisation** sont prégnantes.
À l'international, les contributeurs invitent à un positionnement fort du pays, qui passerait pour certains par le **renforcement des partenariats stratégiques**, et pour d'autres par **davantage d'indépendance de la France**, notamment via **l'autonomie économique, industrielle ou énergétique.**
Certaines contributions invitent **à soutenir davantage l'investissement, ou la recherche et l'innovation.**

ZOOM SUR LA QUESTION 1

QUELS SONT, SELON VOUS, LES TROIS MOTS QUI CARACTÉRISENT LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE ?



Ce nuage de mots est constitué des 125 mots les plus cités en réponse à cette question.
Plus la taille d'un mot est importante, plus il a été cité dans le corpus de contributions.

ZOOM SUR LA QUESTION 1

QUELS SONT, SELON VOUS, LES TROIS MOTS QUI CARACTÉRISENT LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE ?

Thématiques	%	Principales idées partagées	%
Leviers/ préconditions pour atteindre la souveraineté économique	22%	Relocalisation (consommation et/ou production locale)	7%
		Réindustrialisation, industrie forte	5%
Définition du concept de souveraineté	21%	Indépendance/dépendance	11%
		Indépendance énergétique	4%
Constats et souhaits exprimés	6%	Souveraineté inexistante	3%
		Souveraineté importante	2%
Relations avec le monde	6%	Europe, union européenne, plus d'europe	3%
Conséquences positives de la souveraineté économique	5%	Pouvoir d'achat, création de richesses, sécurité économique	2%

Dans la colonne de gauche, ce tableau présente les thématiques principales exprimées dans le corpus des contributions, de la plus récurrente à la moins récurrente. Dans la colonne de droite, sont énumérées les principales idées partagées de chacune des thématiques. Les pourcentages indiquent la part de contributions relatives à la thématique ou à l'idée sur le nombre total de contributions.

Dans le corpus associé à cette question, il est difficile de distinguer les contributions qui offrent un regard ou une définition de la notion de souveraineté économique, de contributions qui qualifient la situation de la France en lien avec cette thématique.

22% des contributions mentionnent directement des leviers à activer pour atteindre ou renforcer la souveraineté économique.
D'une part, la priorité à la France se manifeste à travers la notion de **relocalisation** (de la production à la consommation) et à travers le **renforcement de la solidarité et de la priorité à la France** (emploi).
D'autre part, l'accent est mis sur **la réindustrialisation** et le **renforcement des secteurs économiques et industriels** par le biais de la recherche, de l'investissement, du contrôle de l'ensemble des chaînes de production et de la réforme du système financier.

- *« Le made in France autant que possible »*

Plus de 20% des contributions rattachent la souveraineté économique à la notion **d'indépendance et d'autonomie**. La notion d'indépendance énergétique apparaît spécifiquement (4%), suivie par l'indépendance alimentaire, monétaire, technologique et sanitaire (1% des contributions spontanées pour chacune des formes d'indépendance).
6% des contributions spontanées se focalisent sur **les relations internationales**. L'**Europe** est tantôt citée comme synonyme de perte de souveraineté, tantôt perçue comme un levier de reconquête de la souveraineté. A la marge (1%), certaines contributions appellent à la sortie de l'Europe.

- *« Limitation des dépendances matériels avec les autres pays », « Être indépendant en matières premières »*
  « Autonomie dans les domaines alimentaires, énergétiques, de défense de communication et de santé »
  « Autonomie sur les domaines industriels et techniques, il faut des fleurons français »

ZOOM SUR LA QUESTION 2

QUELS SONT, SELON VOUS, LES TROIS MOTS QUI DEVRAIENT CARACTÉRISER LE MIEUX LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE DEMAIN, GRÂCE À NOS ACTIONS ?

Ce nuage de mots est constitué des 125 mots les plus cités en réponse à cette question. Plus la taille d'un mot est importante, plus il a été cité dans le corpus de contributions.

ZOOM SUR LA QUESTION 2

QUELS SONT, SELON VOUS, LES TROIS MOTS QUI DEVRAIENT CARACTÉRISER LE MIEUX LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE DEMAIN, GRÂCE À NOS ACTIONS ?

Thématiques	%	Principales idées partagées	%
Les moyens et politiques publiques pour y arriver	15%	Europe forte, coopération européenne	4%
		Recherche, innovation	4%
		Solidarité et respect	2%
Une ambition souhaitable : conserver ou renforcer son statut de grande puissance économique	13%	Industrie, réindustrialisation	4%
		Force et puissance	2%
		Equilibre de la balance commerciale	2%
Une ambition souhaitable : produire en France, consommer Français et soutenir les entreprises du Made in France	11%	Production locale, relocalisation, Made in France	9%
		Patriotisme, fierté, préférence nationale	2%
Indépendance, autonomie, souveraineté	11%	Indépendance	8%
		Autonomie	3%
Une ambition souhaitable : soutenir le pouvoir d'achat	6%	Emploi, plein emploi, travail, valorisation du travail	3%
		Compétences et formation	2%
Sobriété, éco-responsabilité, soutenabilité	4%	Sobriété, éco-responsabilité, soutenabilité	4%

Dans la colonne de gauche, ce tableau présente les thématiques principales exprimées dans le corpus des contributions, de la plus récurrente à la moins récurrente. Dans la colonne de droite, sont énumérées les principales idées partagées de chacune des thématiques. Les pourcentages indiquent la part de contributions relatives à la thématique ou à l'idée sur le nombre total de contributions.

En réponse à cette question projective, les participants expriment à la fois les ambitions à se fixer et les moyens pour les atteindre. Une dominante européenne s'affirme, avec comme mots clés la **coopération européenne, la souveraineté européenne, la recherche et la réindustrialisation.** Les notions de force et de puissance sont particulièrement mises en avant.

Parmi les ambitions projetées, la **puissance économique** arrive en tête avec 13% des contributions. Elle s'incarne notamment dans la réindustrialisation (4%) et une balance commerciale équilibrée (2%).
Au registre des moyens pour atteindre et renforcer la souveraineté économique, **la coopération européenne et la recherche / innovation** sont privilégiées (4% respectivement). L'Europe est perçue comme leader économique mondial, notamment grâce à l'extension de la zone euro à d'autres pays européens. La recherche et l'innovation sont illustrées par les investissements dans la recherche médicale, le soutien des entreprises innovantes et le renforcement des relations entre la recherche et les entreprises.

- *« Souveraineté européenne, et pas nationale qui n'a aucun sens »*
  « Financer nettement mieux la recherche afin d'éviter de voir partir tant de chercheurs et scientifiques à l'étranger »
  « Des instituts de recherche puissants et connectés aux entreprises »

Troisième grande catégorie de préoccupations exprimées, la priorité mise sur **la souveraineté économique française :** il s'agit de **produire en France, consommer français et soutenir les entreprises du Made in France** (11% des contributions spontanées).
Les notions d'indépendance et d'autonomie représentent 11% des contributions.
A la marge, les notions **de patriotisme et de fierté nationale** sont identifiées dans 2% des contributions.

- *« L'état reste majoritaire des grandes entreprises françaises »*
  « Indépendance accrue sur les matières premières et les produits agricoles »
  « Indépendance territoriale, régionale, organisation en fonction des ressources locales »

ZOOM SUR LA QUESTION 3

SELON VOUS, QUELS SONT LES CHANTIERS PRIORITAIRES POUR RENFORCER NOTRE SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE ?

Thématiques	%	Principales idées partagées	%
Appuyer la relocalisation de la production et la réindustrialisation	20%	Relocaliser les entreprises de production	13%
		Privilégier une consommation française, la fabrication de produits Made in France	4%
		Soutenir les entreprises et les entrepreneurs	2%
Se positionner sur le plan international	13%	Renforcer nos partenariats stratégiques	7%
		Sortir de l'UE et de la zone euro, sortir des accords de libre-échange et traités internationaux (OTAN / OMC / OCDE), reconsidérer nos alliances	3%
		Réduire la dépendance aux autres pays	2%
Renforcer l'indépendance énergétique	9%	Renforcer l'autonomie énergétique	4%
		Développer les énergies renouvelables	3%
Accélérer la formation et soutenir l'emploi	8%	Mieux former les jeunes, les salariés, améliorer le système éducatif, renforcer la formation professionnelle	6%
Soutenir la recherche et l'innovation	8%	Investir dans les technologies d'avenir, développer le numérique, soutenir les projets écologiques et la défense	4%
		Développer et soutenir la recherche	3%
Renforcer les autres souverainetés (alimentaire, technologique,...)	6%	Travailler sur la souveraineté alimentaire	5%
		Développer l'indépendance de la santé, la souveraineté médicale	1%
Augmenter le budget de l'Etat	6%	Taxer les importations, produits étrangers, produits hors UE, produits non écologiques, plus-values boursières	4%
		Taxer les entreprises, les capitaux personnels	2%
Soutenir l'investissement	5%	Favoriser l'investissement en France	3%
		Baisser les impôts et les charges, baisser les impôts de production, subventionner les activités impatriées	2%

Dans la colonne de gauche, ce tableau présente les thématiques principales exprimées dans le corpus des contributions, de la plus récurrente à la moins récurrente. Dans la colonne de droite, sont énumérées les principales idées partagées de chacune des thématiques. Les pourcentages indiquent la part de contributions relatives à la thématique ou à l'idée sur le nombre total de contributions.

Au chapitre des chantiers prioritaires, les différents leviers identifiés par les contributeurs pour renforcer la souveraineté économique se concentrent sur **l'industrie, la question des partenariats stratégiques de la France et l'énergie.** L'ambivalence entre la préférence pour l'échelle nationale et celle pour le périmètre européen est particulièrement affirmée.

Le premier chantier (20% des contributions) concerne l'appui à la **relocalisation de la production** et à la réindustrialisation. Ce groupe de propositions couvre l'ensemble des étapes de la chaîne de valeur : de l'investissement à la consommation. Les produits ciblés en priorité sont l**es produits de première nécessité**, **les ressources énergétiques et les biens utiles dans le secteur médical** (équipements et principes actifs).

Le deuxième chantier (13% des contributions) interroge **le positionnement de la France à l'international**. Des positions divergentes se sont exprimées. D'une part, **7% des contributions favorisent le renforcement des partenariats stratégiques,** en premier lieu au sein de l'Union Européenne. D'autre part, **3% des contributions spontanées appellent à une plus grande autonomie à l'internationale,** notamment via la renégociation ou la sortie de l'Union Européenne ou des accords de libre-échanges internationaux. Cette confrontation des visions du monde est au cœur des projections citoyennes.

- *« Rétablir la préférence européenne prévue par le traité de Rome »*
  « Renforcer toutes les coopérations industrielles européennes »

VS

« Sortir des traités européens obligeant les États à emprunter »

En troisième position apparaît le sujet de **l'indépendance énergétique**, avec, à l'équilibre, l'impératif consistant à renforcer l'autonomie et l'objectif de développer les énergies renouvelables. La relance du parc nucléaire est exprimée dans 2% des contributions.
Le 4e chantier recense des propositions relatives à la formation et au soutien de l'emploi. La focale est mise sur les jeunes et sur la formation, initiale et continue. Sont notamment concernés **les métiers du numérique (IA, sécurité), les métiers techniques et les métiers qualifiés de « verts ».** L'accent est également mis sur la promotion de l'entrepreneuriat.

- *Mettre en place la formation du futur*
  La mise en place d'une meilleure coordination entre secteur privé, éducation nationale (lycées professionnels) et pouvoirs publics pour développer les filières d'apprentissage

ZOOM SUR LA QUESTION 4

SI VOUS AVIEZ UNE PREMIÈRE PROPOSITION CONCRÈTE À FAIRE POUR RENFORCER NOTRE SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE, QUELLE SERAIT-ELLE ?

Thématiques	%	Principales idées partagées	%
Travailler à l'autonomie économique, industrielle et énergétique française	43%	Favoriser une production française	12%
		Relancer l'industrie	10%
		Améliorer l'indépendance énergétique	7%
		Relocaliser et développer le circuit court	6%
		Développer la filière nucléaire	5%
		Relancer l'agriculture	4%
Encadrer et anticiper	26%	Accompagner les entreprises et les chefs d'entreprise par plus de souplesse et flexibilité	6%
		Établir un diagnostic et utiliser l'intelligence économique	5%
		Agir pour la justice économique et le pouvoir d'achat	4%
		Emploi, formation, apprentissage	4%
		Baisser les charges	3%
Faire face à la concurrence internationale	14%	Prendre des actions coordonnées à l'échelle européenne	7%
		Taxer les importations et les dérives	4%
		Développer le protectionnisme et l'économie dirigée	3%
Gagner en autonomie, face à l'Europe et au monde	8%	Prendre de l'indépendance / Sortir de l'UE et des traités	8%

Dans la colonne de gauche, ce tableau présente les thématiques principales exprimées dans le corpus des contributions, de la plus récurrente à la moins récurrente. Dans la colonne de droite, sont énumérées les principales idées partagées de chacune des thématiques. Les pourcentages indiquent la part de contributions relatives à la thématique ou à l'idée sur le nombre total de contributions.

Les thématiques identifiées pour la première proposition s'inscrivent dans la continuité des priorités exprimées en réponse à la question 3. L'accent est ici clairement mis sur **l'indépendance et la souveraineté française,** là où les enjeux plus généraux identifiés autour de la question précédente montraient, pour une partie des répondants, la volonté de relocaliser et réindustrialiser le pays. Il semble donc que le choix d'une proposition prioritaire renforce **la prédominance de l'autonomie énergétique, économique et industrielle de la France.**

- *« Interdiction d'importer des produits fabriqués hors U.E et qui ne respecteraient pas pleinement les règlements de l'U.E. »*
  « Délivrance de dizaines de milliers de visas de travail du monde entier. Exemple : les informaticiens indiens »
  « Que les achats de l'Etat soient consacrés à des entreprises françaises responsables et équitables en premier »

La priorité mise sur la souveraineté économique de la France relève essentiellement de deux types de politiques publiques mises en avant par les répondants :

- **Le renforcement du système de protection de l'économie française :** réactualisation des traités, protectionnisme et taxation des importations.
- **Le renforcement de l'autonomie grâce à un meilleur système de production :** relocalisation, circuits-courts, développement de filières stratégiques, etc.

- *« Libéraliser le contrat de travail en simplifiant les embauches et débauches en fonction de l'activité économique »*
  « Renforcer notre renseignement économique de toutes sources (communauté du renseignement, ambassades, réseaux d'entreprises) »

Souplesse, flexibilité, intelligence économique sont les maîtres mots décrivant les chantiers prioritaires autour d'un meilleur environnement législatif et d'un développement économique accompagné (11% des contributions cumulées). La **réponse à la concurrence internationale** renforce le constat d'une double approche des contributeurs : prendre des actions coordonnées à l'échelle européenne tout en renforçant une forme de protectionnisme et une taxation des importations et des "dérives".

La sortie de l'UE et des traités internationaux demeure la priorité pour 8% des contributions spontanées.

QUELQUES IDÉES RARES SUR LA THÉMATIQUE

SOUVERAINTÉ ÉCONOMIQUE

Les idées rares sont des verbatims singuliers issus de la consultation

« La taxe géographique privilégiera l'achat d'un produit local.

Exemple :

Un français habitant Toulouse et voulant sa résidence principale à Toulouse achètera son bien à la valeur du marché, majoré de la taxe géographique = 1. Un bien de 100 000 euros coûtera à l'achat pour ce toulousain : 100 000 x 1 = 100 000

Pour un parisien (à 710 km) qui veut acheter le même bien, en résidence secondaire, il le paiera :
100 000 x 1,710 = 171 000
Le vendeur reçoit toujours 100 000... la taxe (ici 71 000) reversé à l'état.

Et ce, quelque soit le produit...
1kg de patates produites à Albi et vendues à Albi couteraient 1 euros le kg
Le même produit vendues à Toulouse (80 km) reviendrait à 1,08 euros... Cela permettra le développement de production locale...

Ex : "Le bois de chêne retrouvera des acheteurs et transformateurs en France. Les filiales se recréeront..." La France retrouvera sa souveraineté... »

« Permettre aux artisans, commerçants, libéraux, gérants de petites structures de pouvoir avoir un meilleur retour sur investissement de leur travail. Il faut déplafonner les dividendes soumis à la flat taxe bien au delà des 10% de la valeur du capital d'une petite structure. Cela permettrait à la trésorerie de toutes ses petites structures de mieux circuler sur le marché et faire tourner notre économie comme ce fût le cas dans les années 2007-2012. »

« Créer des radeaux de sauvetages locaux pour chaque bassin de vie, en cas d'effondrement du système. C'est pas dit que ça arrive, mais si jamais le bateau coule, on sera tous content de pouvoir embarquer dans des espaces de permaculture et de production locale autosuffisants et donc indépendants du système mondialisé. Et si ça n'arrive jamais au moins on produit de la nourriture saine moins dépendante d'apports en phosphore. Cette sécurité permettrait également de se lancer avec plus de confiance dans le monde globalisé, parce que ces bassins de vies seraient les garants d'une culture locale préservée malgré la mondialisation. »